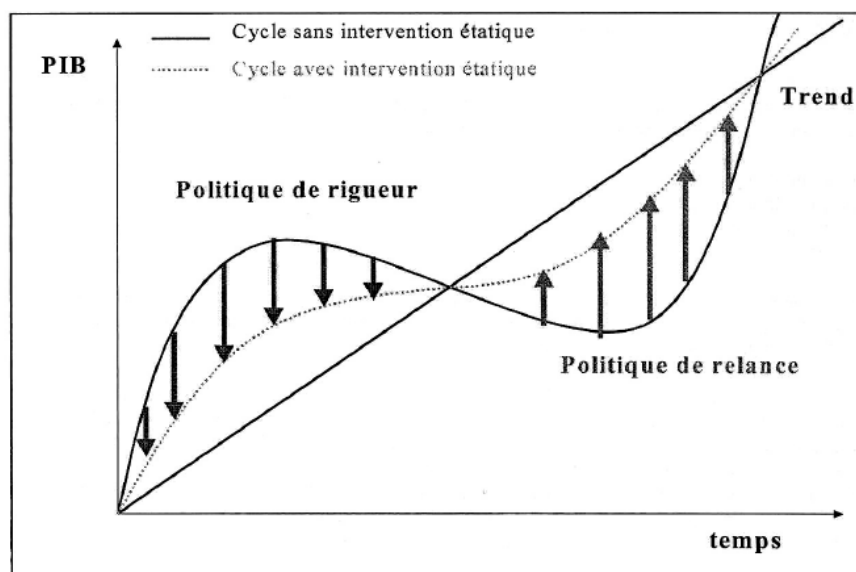




BRANCHE	SECTION	ÉPREUVE ÉCRITE
Économie politique	G	Durée de l'épreuve : 2 heures Date de l'épreuve : 7 juin 2019

## 1. L'État : rôle économique et social (15 points)

- 1.1. Expliquer la politique conjoncturelle en interprétant la figure ci-dessous. (4 pts)



- 1.2. Dans un scénario de basse conjoncture, l'État dispose de deux instruments pour mener une politique budgétaire de relance : expliquer ces deux instruments. Donner également un synonyme pour l'expression *politique budgétaire de relance*. (5 pts)
- 1.3. Si un État doit recourir à un emprunt pour financer son déficit public, ceci concerne directement le budget de l'État. Préciser et expliquez les postes budgétaires concernés par un emprunt réalisé par l'État. (3 pts)
- 1.4. Pourquoi les pouvoirs publics devraient-ils favoriser les impôts directs par rapport aux impôts indirects en terme d'objectif *social* de sa politique économique. (3 pts)

## 2. Les relations économiques internationales (21 points)

- 2.1. La balance des paiements (14 pts)
- Expliquer la *Balance des revenus du travail et du capital* et illustrer à chaque fois par un exemple concret du Luxembourg. (4 pts)
  - La balance des paiements (bal. 1-5) peut présenter un solde nul si le déficit courant est compensé par un excédent des opérations financières. Pourquoi cette situation n'est-elle pas optimale ? (2 pts)
  - D'un autre côté, un déficit courant n'est pas toujours mauvais ! Expliquer. (2 pts)
  - Illustrer à travers l'exemple des États-Unis qu'un pays qui connaît de fréquents déficits de la balance courante peut néanmoins être un acteur important dans le commerce mondial. (2 pts)
  - Expliquer en détail comment la balance commerciale du Luxembourg a évolué entre 1975 et 1989. (4 pts)
- 2.2. Les défenseurs du protectionnisme plaident pour 4 arguments concrets en faveur du protectionnisme : expliquer ces avantages mis en avant. (7 pts)

## 3. Exercice (14 points)

On fournit les données suivantes d'une économie fermée avec intervention de l'État :

$$\begin{array}{llll}
 C = cY_d + 200 & T = tY & Y_d = Y - T & G = 150 + gY \\
 c = 0,60 & t = 0,25 & I_0 = 300 & g = 0,3
 \end{array}$$

- 3.1. Déterminer la valeur d'équilibre du revenu national. (2 pts)
- 3.2. Évaluer et interpréter le solde budgétaire sur base de ce revenu national. (2 pts)
- 3.3. Suite à l'ouverture du pays au commerce international et en tenant compte des informations ci-dessous, déterminer la valeur d'équilibre du nouveau revenu national. (3 pts)
- $$M = mY_d + 100 \quad E_0 = 600 \quad m = 0,20$$
- 3.4. Sachant que le revenu national de plein-emploi s'élève à 3.500, déterminer la variation des exportations nécessaires pour atteindre ce revenu de plein-emploi. (2 pts)
- 3.5. Calculer le solde extérieur pour le revenu du plein-emploi. (2 pts)
- 3.6. Comment évolue le solde budgétaire dans cette situation de plein-emploi avec ouverture vers le commerce international par rapport à la situation de départ avec une économie fermée ? (3 pts)

#### 4. Question de réflexion (10 points)

##### **Gratuité des transports en commun - La cerise sociale sur le gâteau de la stratégie multimodale**

En date du 21 janvier 2019, François Bausch a présenté les dispositions relatives à l'introduction de la gratuité dans les transports publics à partir du premier semestre 2020.

Le ministre considère que des investissements conséquents et continuels constituent la condition sine qua non pour renforcer l'attractivité du transport public. L'offre, la ponctualité et la qualité des services sont essentiels pour inciter les usagers de la route à changer leurs habitudes et à utiliser les transports publics au lieu de leur voiture privée.

En effet, les investissements prévus dans le rail entre 2018 et 2023 s'élèvent à 2.212.000.000 euros. De plus, les CFL (compagnie ferroviaire luxembourgeoise) viennent de conclure le plus grand contrat d'achat de matériel roulant de l'histoire du rail, d'un montant de 400 mio d'euros, matériel qui sera livré pendant la période 2020-2023. Les investissements dans le tram s'élèvent à 390.000.000 euros pendant la période 2018-2023.

(...) De plus, le ministère poursuit un objectif "no-emission" jusque 2030 par la mise en service de bus électriques sur le réseau RGTR.

"L'Introduction de la gratuité du transport public est une mesure sociale importante, l'on peut dire la cerise sociale sur le gâteau d'une stratégie globale pour une offensive multimodale", a expliqué François Bausch.

Source : communiqué du gouvernement luxembourgeois en date du 21 janvier 2019  
(<https://gouvernement.lu/fr/actualites>)

- 4.1. Les importants investissements prévus en ce qui concerne le transport par rail et le tram poursuivent plusieurs objectifs en matière de politique économique conjoncturelle, structurelle et écologique : expliquer. (3 pts)
- 4.2. Ces mêmes investissements pourraient mettre en péril un autre objectif de l'État luxembourgeois : lequel ? Expliquer. (2 pts)
- 4.3. Pourquoi peut-on qualifier la gratuité des transports publics comme « mesure sociale importante » ? (5 pts)